

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > Entretien avec Ammar Bagdash, secrétaire du Parti communiste (...)

Entretien avec Ammar Bagdash, secrétaire du Parti communiste syrien

MARINELLA CORREGGIA, MAURIZIO MUSOLINO, SERGIO CARARO

[envoyer par mail](#) | [Share](#) 32

24 août 2013

Article en PDF: 

Lors d'une rencontre publique à Rome avec le secrétaire du Parti communiste syrien, Ammar Bagdash et une interview collective pour connaître les causes, le déroulement et les conséquences de la guerre civile en Syrie. Ou autrement dit de la tentative de déstabilisation d'un pays qui ne fait pas partie des plans pour le contrôle impérialiste du Moyen-Orient.



Pourquoi cette attaque contre la Syrie ?

La Syrie constitue une digue contre l'expansionnisme nord-américain au Moyen-orient, surtout après l'occupation de l'Irak. Mais le véritable protagoniste de ce projet se trouve être en réalité le président israélien Peres, qui poursuit cet objectif depuis les années 1980. Les communistes syriens ont donné un nom à ce projet : la grande Sion. La Syrie a refusé tous les diktats des Etats-unis et d'Israel au Moyen-orient, a soutenu la résistance irakienne, celle libanaise et le droit national du peuple palestinien.

Mais comment est née la révolte, la crise et la guerre civile en Syrie ?

Dans l'analyse des communistes syriens, les conditions ont été posées également par les mesures libérales adoptées en 2005. Cette politique a eu trois effets négatifs : une augmentation des inégalités sociales ; l'exclusion sociale de plus en plus diffuse dans les banlieues de Damas ; la dégradation des conditions de vie de la population. Cela a favorisé les forces réactionnaires, comme les Frères musulmans, qui se sont appuyées sur le sous-prolétariat, surtout rural. Quand nous avons dénoncé tout cela jusqu'au Parlement, on nous a accusé d'adopter une posture idéologique et d'être des idiots.

En Syrie, ils veulent refaire ce qui s'est passé en Égypte et en Tunisie. Mais là il s'agissait de deux pays philo-impérialistes. Dans le cas de la Syrie, c'était différent. Ils ont commencé par des manifestations populaires dans les régions rurales de Daraa et d'Idleb. Mais dans les villes, il y eut immédiatement de grandes manifestations populaires de soutien à Assad. Par ailleurs, au début, la police ne tirait pas, ce sont certains éléments parmi les manifestants qui ont commencé les actions violentes. Dans les sept premiers mois, il y eut plus de morts du côté de la police et de l'armée que dans l'autre camp. Quand la méthode des manifestations ne marchait plus, ils sont passés au terrorisme avec des assassinats ciblés de personnes en vue (dirigeants, hauts fonctionnaires, journalistes), attentats et sabotages d'infrastructures civiles. Le gouvernement a réagi en adoptant certaines réformes comme celle sur le multi-partisme et sur la liberté de la presse, réformes que nous avons soutenu. Mais les forces réactionnaires ont rejeté ces réformes. Communistes, nous avons réalisé cette équation : les discours et les actes doivent être confrontés aux discours et aux actes. Mais le terrorisme doit être confronté par la souveraineté de la loi, en rétablissant l'ordre.

Ensuite, on est passé à la troisième phase. La véritable révolte armée. Attentats et assassinats ciblés étaient le signal pour commencer l'attaque contre Damas. Puis les attaques se sont concentrées contre Alep, qui par sa position géographique rend plus facile le trafic et le ravitaillement depuis l'étranger. Le gouvernement a réagi en imposant l'hégémonie de la loi. Il convient de dire que l'intervention de l'armée et les bombardements aériens se sont produits dans une zone où l'essentiel des civils avaient déjà fui. A la contre-offensive de l'armée syrienne, les rebelles ont réagi de façon barbare, y compris dans les zones où il n'y avait pas de combattants. Et puis ils ont assiégé Alep.

Pourquoi la Syrie résiste, que cela signifie-t-il ?

Ces dix dernières années au Moyen-orient, l'Irak a été occupé, la Libye a dû capituler, la Syrie au contraire non. Par sa plus grande cohésion interne, ses forces armées plus puissantes, des alliances internationales plus solides ou parce qu'il n'y a pas encore eu d'intervention militaire directe des puissances impérialistes ?

En Syrie, à la différence de l'Irak et de la Libye, il y a toujours eu une forte alliance nationale. Les communistes travaillent avec le gouvernement depuis 1966, sans interruption. La Syrie n'aurait pas pu résister en comptant seulement sur l'armée. Elle a résisté parce qu'elle a pu compter sur une base populaire. En outre, elle a pu compter sur l'alliance avec l'Iran, la Chine, la Russie. Et si la Syrie reste debout, des trônes vont tomber parce qu'il deviendra clair qu'il existe d'autres voies. Notre lutte est internationaliste. Un expert russe m'a dit : « Le rôle de la Syrie ressemble à celui de l'Espagne contre le fascisme ».

Quels effets peuvent avoir les événements en Égypte sur la situation actuelle en Syrie ?

Il y a un rapport dialectique entre ce qui s'est passé en Égypte et ce qui se passe en Syrie. La base

commune, c'est le mécontentement populaire, mais la résistance syrienne a accéléré la chute du régime des Frères musulmans en Égypte et cela aidera beaucoup la Syrie car cela montre que les Frères musulmans ont été rejetés par le peuple.

Dans un entretien récent, le président syrien Assad a affirmé : « En Syrie, nous avons mis en échec l'offensive de l'islamisme politique ». Qu'en pensez-vous ?

Nous, communistes syriens, n'utilisons pas la catégorie d'Islam politique. L'Islam connaît une certaine diversité en son sein. Il y a des réactionnaires pro-impérialistes comme les Frères musulmans et des progressistes comme le Hezbollah et même l'Iran. Je ne suis pas un admirateur du modèle iranien mais ce sont nos alliés dans la lutte contre l'impérialisme. Depuis notre V^{ème} Congrès, nous avons jugé l'Iran sur la base de sa position sur l'impérialisme. Notre mot d'ordre est : pour un Front international contre l'impérialisme.

En Italie, une grande partie de la gauche pense que les rebelles combattent un régime fasciste, celui d'Assad. Que pouvez-vous répondre à cette position ?

Si nous partons de la définition du fascisme – un mouvement réactionnaire qui use de moyens violents dans les intérêts du capitalisme monopoliste – en Syrie, ce n'est pas le capitalisme monopoliste qui domine. Ce sont plutôt les rebelles qui représentent les intérêts du grand capital. Les révoltes, comme nous l'enseigne l'histoire, ne sont pas toujours des révolutions. Pensons aux Contra au Nicaragua, aux franquistes en Espagne et il y en a d'autres.

Mais l'opposition à Assad est-elle toute réactionnaire ? Ou, comme le démontrent les affrontements internes entre Armée libre syrienne et militants djihadistes, ou ces derniers jours entre kurdes et djihadistes, existent-ils des éléments progressistes avec qui on peut entamer un dialogue ?

Parmi les opposants, certains ont passé plusieurs années dans les prisons syriennes et nous avons réclamé et nous sommes battus pour leur libération. Ces opposants à Assad sont toutefois contre toute ingérence, intervention étrangère. Certains vivent à Damas et nous travaillons ensemble pour le dialogue national. Même Haytham Menaa de la Coordination démocratique condamne l'usage de la violence de la part de l'opposition armée ainsi que les ingérences extérieures. D'autres comme Michel Kilo viennent de la gauche, mais ont trahi ces idées mais ils ne peuvent de toute façon pas changer la nature réactionnaire de la rébellion.

Comment expliquez-vous l'intensification des divergences entre Arabie saoudite et Qatar, et qui se répercute également dans les divisions au sein des milices rebelles ?

C'est vrai, l'influence et le rôle du Qatar diminuent, ceux de l'Arabie saoudite augmentent. L'affaire des affrontements avec les kurdes, c'est une autre histoire. Il y a eu des affrontements entre kurdes de l'Union démocratique kurde et les militants djihadistes d'Al Nusra, mais il y a eu également des affrontements entre divers groupes kurdes.

Que se passe-t-il pour les Palestiniens qui vivent dans les camps de réfugiés en Syrie ?

J'ai rencontré récemment le responsable de l'OLP et il m'a dit : « Si la Syrie tombe, adieu la Palestine ». Le Hamas a agi parfois dans la précipitation, il a fait beaucoup d'erreurs et a causé des problèmes. Nous pouvons dire que l'organisation, qui appartient au monde des Frères musulmans, est revenue à ses origines et elle est désormais sous l'aile du Qatar. Mais c'est dangereux également pour eux. Maintenant, après ce qui s'est passé en Égypte, que se passera-t-il à Gaza ? La majorité des militants qui sont entrés dans les camps de réfugiés palestiniens en Syrie n'étaient pas palestiniens. La majorité des Palestiniens est totalement contre toute ingérence dans les affaires syriennes.

A Yarmouk, 70% des habitants sont syriens car les camps de réfugiés en Syrie ne sont pas des ghettos comme dans les autres pays. Il y a encore des combats à Yarmouk mais la population syrienne est partie. Le Comité exécutif de l'OLP s'est rendu deux fois en Syrie pour poser la question de la protection des camps de réfugiés. Yarmouk a été assiégé par Al Nusra avec l'aide du Hamas qui a cherché à provoquer l'armée, laquelle a reçu l'ordre de ne pas réagir.

On en parle peu, mais quel rôle joue la Jordanie dans la crise et la guerre civile en Syrie ?

La monarchie jordanienne a toujours collaboré avec l'impérialisme et il y a une intense activité des Frères musulmans. La Jordanie a accepté la présence de militaires états-uniens sur son territoire et la quatrième attaque contre Damas est partie justement du territoire jordanien.

Et quel jeu joue Israël en Syrie ?

Israël soutient les rebelles armés, mais quand ils n'arrivent pas à toucher leurs objectifs, ce sont les avions de combat israéliens qui prennent le relais. Cela s'est passé à Damas mais aussi il y a quelques jours à Latakia.

Comment sortir de la tragédie ?

On ne peut réaliser aucun progrès social, ou la démocratie, si on est soumis à des forces extérieures. Le mot d'ordre est de défendre la souveraineté nationale et les conditions de vie de notre peuple. Comme je l'ai déclaré à l'ANSA, le principal moyen de sortir du massacre syrien passe d'abord par un arrêt des aides à l'opposition armée de la part des pays réactionnaires et impérialistes. Une fois que les aides extérieures seront arrêtées, on pourra mettre un terme à toutes les opérations militaires, y compris de la part du gouvernement syrien. Et relancer un processus démocratique avec des élections législatives et des réformes politiques, ce qui n'est évidemment pas possible dans cette phase de la lutte armée. L'avenir politique de la Syrie se décidera par les élections, notamment celles présidentielles de 2014.

Source : PCF

[Alep - Bachar El-Assad - Israël - Syrie](#)

>> Retrouvez sur notre shop !



[Israël, parlons-en!](#)

2^{de} édition



[Syria, la conquête continue](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés [Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : [Platanos studio](#)